



**Pôle de qualité inter-pays (PQIP) sur l'éducation
à la paix
Atelier**

*«Encourager une communauté de pratique en Afrique pour promouvoir
la paix par l'éducation»*

4- 6 décembre 2012
Naivasha, KENYA

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Abréviations | 3 |
| Remerciements..... | 4 |
| Contexte | 7 |
| Aperçu de l'atelier | 10 |
| Jour 1: Atelier technique..... | 10 |
| Jour 2: Atelier technique..... | 16 |
| Jour 3: Session ministérielle..... | 20 |
| Conclusion et recommandations | 21 |
| Annexe 2 – Affiches pays..... | 24 |
| Annexe 4 – Plan d'action 2013 du PQIP | 33 |
| Annexe 5 – Communiqué de Naivasha | 36 |
| Annexe 6 – Liste des participants | 38 |

Abréviations

| | |
|--------|---|
| ADEA | Association pour le développement de l'éducation en Afrique |
| ANCEFA | Réseau africain de campagne pour l'éducation pour tous |
| CBO | Organisations communautaires |
| DRC | République démocratique du Congo |
| EFA | Éducation pour tous |
| FBO | Organisations confessionnelles |
| GMR | Rapport de suivi mondial |
| ICQN | Pôle de qualité inter-pays (PQIP) |
| INEE | Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence |
| M&E | Suivi et évaluation |
| MOE | Ministère de l'éducation |
| NGO | Organisation non gouvernementale |
| SMC | Comité de gestion de l'école |
| STD | Maladies sexuellement transmissibles |
| TBD | Doit être déterminé |
| UNICEF | Fonds des Nations Unies pour l'enfance |
| UNESCO | Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture |
| UNHCR | Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés |

Remerciements

Nous remercions le Ministère de l'éducation du Kenya, chef de file du Pôle de qualité inter-pays (PQIP) sur l'éducation à la paix, et tout particulièrement le Ministre de l'éducation, Son Excellence Mutula Kilonzo. Des remerciements vont également au Pôle de connaissance panafricain INEE-GIZ pour la planification et l'organisation technique et logistique de l'événement. Les participants aimeraient exprimer leurs reconnaissances à l'Initiative allemande BACKUP – éducation en Afrique (éducation BACKUP) – un programme de GIZ (“Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH”) financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du développement (BMZ) – pour son appui financier. Enfin, nous remercions l'UNESCO pour ses contributions techniques et l'ADEA pour avoir établi et fourni un soutien continu au PQIP sur l'éducation à la paix.

Le PQIP remercie ses partenaires d'avoir envoyé des représentants à l'atelier, notamment le Réseau africain de campagne pour l'éducation pour tous (ANCEFA), l'Initiative allemande BACKUP – éducation en Afrique (BACKUP), le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), le Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE), l'UNESCO, l'UNICEF et le UNHCR

Le Comité de planification technique de l'atelier a été composé de Vick Ikobwa (Bureau multi-sectoriel de l'UNESCO à Nairobi), Mary Kang'ethe (Ministère kenyan de l'éducation), Charles Mwaniki (Ministère kenyan de l'éducation), Joel Ongoto (Commission nationale de l'UNESCO au Kenya) et Kerstin Tebbe (Pôle de connaissance panafricain INEE-GIZ). Winnie Mandi et son équipe logistique et Jane Kimbwarata (Pôle de connaissance panafricain INEE-GIZ) ont également fourni une assistance à l'organisation de l'atelier.

Ce rapport a été rédigé par le rapporteur de l'atelier, Fred Mandi.

Résumé de l'atelier

1. Contexte

L'objectif du Pôle de qualité inter-pays (PQIP) de l'ADEA (Association pour le développement de l'éducation en Afrique) est de rassembler les pays confrontés à des défis similaires et les partenaires stratégiques disposant de l'expertise dans un domaine spécifique afin de promouvoir le dialogue, l'apprentissage collectif et un espace de collaboration sur l'éducation à la paix. Le PQIP sur l'éducation à la paix a été conçu lors d'une réunion parallèle des Ministres africains de l'éducation tenue pendant la Consultation mondiale du Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE) en avril 2009 à Istanbul. Le PQIP a ensuite été officiellement lancé lors d'un atelier tenu à Mombasa, au Kenya, les 14-16 septembre 2009. Le principal résultat de cette réunion a été la signature du Communiqué de Mombasa en 2009 par les Ministres de l'éducation présents (voir annexe 1).

Les conflits demeurent un obstacle à l'éducation pour tous (EPT) dans un certain nombre de pays africains. Mettre l'accent sur le rôle de l'éducation dans les conflits et la paix dans ces contextes pourrait contribuer à consolider la paix et assurer ainsi un environnement propice à la réalisation des objectifs de l'éducation. Le PQIP s'efforce de promouvoir le profil de la paix, de la gestion et transformation des conflits dans le secteur de l'éducation (gouvernement et partenaires), de développer la capacité des décideurs et des exécutants en charge de l'éducation à la paix et de générer des informations (données) sur l'éducation à la paix.

2. Aperçu de l'atelier

Le PQIP sur l'éducation à la paix, intitulé « *Encourager une communauté de pratique en Afrique pour promouvoir la paix par l'éducation* » s'est déroulé du 4 au 6 décembre 2012 à Naivasha au Kenya. Cinquante-et-un délégués ont participé à l'atelier, y compris quatre Ministres de l'éducation et des représentants de 12 Ministères de l'éducation africains (Angola, Botswana, Côte d'Ivoire, Kenya, Libéria, Mozambique, Ouganda, RDC, Somalie, Soudan, Soudan du Sud et Tanzanie). L'atelier a été organisé et soutenu par les partenaires, y compris l'ADEA, le Ministère de l'éducation du Kenya, l'Initiative allemande BACKUP - éducation en Afrique par le biais du Pôle de connaissance panafricain INEE-GIZ, et l'UNESCO. Les partenaires suivants ont également participé: ANCEFA, GPE, UNICEF et UNHCR.

L'objectif global de l'atelier est de revigorer le PQIP comme un mécanisme d'échange des connaissances et de collaboration entre les pays membres en vue de fournir une éducation à la paix de qualité. Les travaux de l'atelier ont inclut des exposés de groupe, des séances d'apprentissage technique, des expositions et des séances de groupes de travail. Les principaux objectifs de l'atelier étaient les suivants:

- Partager l'information sur les activités des pays en vue de promouvoir la paix à travers l'éducation et de créer des synergies avec les initiatives régionales et mondiales qui sont stratégiquement pertinentes;
- Élaborer un Plan d'action pour le PQIP pour qui les participants éprouvent un sentiment d'appartenance et qui soutient la collaboration, le dialogue et l'échange des connaissances sur une base continue;
- Fournir la voie à un engagement de haut niveau pour promouvoir la paix à travers le secteur de l'éducation par le biais d'un appel à l'action signé (plus tard intitulé «Communiqué») par les Ministres participants.

Les deux premiers jours ont été consacrés à un atelier technique qui fut suivi d'une session d'examen ministériel le troisième jour. Le premier jour a établi le cadre nécessaire pour mener aux résultats de l'atelier, avec l'élaboration du Plan d'action et du Communiqué du PQIP, en fournissant des informations générales sur l'éducation à la paix, le PQIP en tant que mécanisme de collaboration et sur les expériences liées aux programmes de paix dans les pays participant au PQIP. Le développement du Plan d'action et l'examen du Communiqué, qui s'est déroulé de manière collective au cours de la deuxième journée, se sont appuyés sur un ensemble de connaissances partagées. Enfin, lors de la troisième journée de l'atelier, les Ministres présents ont revu le Plan d'action et approuvé le Communiqué de Naivasha 2012.

3. Résultats, recommandations et étapes suivantes

Synthèse du feedback des programmes de pays

Les participants ont été invités à fournir leur feedback sur les expériences de leur pays à mettre en œuvre des programmes de la paix à travers le secteur de l'éducation. Le feedback reçu de six pays - Côte d'Ivoire, Kenya, Libéria, RDC, Somalie et Ouganda - a été étudié et synthétisé et présenté aux participants lors de l'atelier. Le but de l'exercice était d'étudier les initiatives au niveau des pays et de recueillir des idées qui pourraient s'avérer utiles pour la formulation du Plan d'action pour le PQIP. Cette session a consisté à échanger des idées sur les expériences des pays, leurs approches et défis dans la mise en œuvre des programmes d'éducation à la paix.

La synthèse du feedback des pays sera révisée et élargie pour inclure le feedback des pays qui n'ont pas pu partager ces informations avant l'atelier. Le feedback des autres pays participants sera recueilli au début de 2013.

** Le rapport de synthèse final sera partagé avec tous les participants ainsi que via le réseau INEE. Il sera également disponible sur le site Web de l'INEE (www.ineesite.org).*

Le Communiqué de Naivasha 2012

Les Ministres de l'éducation présents ont marqué leur engagement à promouvoir la paix par l'éducation en signant le Communiqué de Naivasha 2012. La signature du Communiqué indique également le soutien de ces gouvernements à la mise en œuvre du Plan d'action pour le PQIP qui a été développé collectivement par les participants lors de l'atelier.

Les signatures des autres Ministres n'ayant pas pu participer sont recueillies en ce début d'année 2013.

** Vous pouvez consulter le Communiqué de Naivasha 2012 en annexe 5. Le document sera disponible sur le site Web de l'INEE dès que toutes les signatures ont été collectées.*

Plan d'action du PQIP 2013

Les participants ont élaboré un Plan d'action pour le PQIP pour l'année 2013 qui servira de base pour la collaboration et l'action des États membres du PQIP. Le Plan d'action du PQIP 2013 inclut trois domaines thématiques principaux: Politique, programmes et plans d'action; Fourniture de l'éducation à la paix et Renforcement des capacités. Chacun de ces domaines est accompagné d'activités spécifiques qui seront remplies par le Secrétariat et les États membres du PQIP.

Les participants ont également appelé à l'établissement d'un Secrétariat pour faciliter les activités du Plan d'action. Le Comité de planification de l'atelier servira de Secrétariat intérimaire pour assurer le suivi des

tâches immédiates inscrites dans le Plan d'action au début de 2013 et prendra les mesures nécessaires pour établir un Secrétariat permanent.

* *Le Plan d'action du PQIP 2013 peut être consulté en annexe 4. Le document sera disponible sur le site Web de l'INEE.*

Contexte

1. Introduction

La paix et la sécurité sont des ingrédients essentiels pour le développement économique et social de toute nation. En Afrique, les conflits entravent non seulement le développement économique mais ont également constitué un obstacle à la réalisation de l'éducation pour tous (EPT). Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2011 a révélé que les pays affectés par des conflits violents sont parmi les plus éloignés de la réalisation des objectifs de l'EPT. Selon le rapport, les conflits violents renforcent également les inégalités, les griefs et le désespoir qui amènent les pays dans un cycle de violence. En ce qui concerne l'accès des enfants à l'éducation de base, le rapport indique qu'il y a, en 2010, dans les pays touchés par un conflit plus de 28 millions d'enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire et qui ne le sont pas, soit 42 % de l'effectif total des enfants non scolarisés du monde. Il est donc nécessaire de traiter les causes des conflits violents afin de faciliter la réalisation des objectifs de l'éducation.

L'éducation est un important vecteur de transmission des valeurs sociales d'une génération à l'autre. Pour citer Maria Montessori, pédagogue de la paix, «*L'établissement d'une paix durable est l'objet même de l'éducation, la responsabilité de la politique n'étant que de nous préserver de la guerre.*»¹ Pour cette raison, l'éducation offre une voie pour inculquer des compétences sociales et des valeurs pour l'avenir d'une société. Le secteur de l'éducation encourage également le respect des droits et la non-violence, l'édification de la nation, la cohésion sociale et les valeurs positives par le biais des curricula axés sur la paix.

L'éducation à la paix, à savoir les processus et les programmes qui confèrent des compétences, connaissances et attitudes favorisant la paix, dote les apprenants de compétences vitales qui leur permettront de vivre en harmonie dans la société. En effet, elle les dote de compétences, connaissances, valeurs et comportements qui les permettront de respecter et d'apprécier la vie, considérer les droits humains, et recourir au dialogue pour résoudre les différends. L'éducation à la paix est un outil puissant de changement et de renouvellement social et profiterait aux pays qui ont connu ou sont en conflit. Cependant, le plein potentiel de l'éducation à la paix est difficile à réaliser en raison des insuffisances rencontrées dans des domaines critiques, notamment les faiblesses en matière des politiques, institutions et programmes (Rapport mondial de suivi sur l'EPT, 2011). Les domaines spécifiques ci-dessous méritent une attention particulière:

- Cultiver l'engagement politique à promouvoir la paix à travers le secteur de l'éducation ;
- Renforcer les capacités des pays à élaborer des programmes qui soient sensibles au conflit ;
- Développer les capacités à utiliser l'éducation afin de promouvoir les compétences, valeurs et attitudes en vue d'une vie harmonieuse ;
- Renforcer les capacités à suivre et mesurer les résultats et l'impact des activités de paix à travers le secteur de l'éducation.

¹ *Cité par le Secrétaire permanent du Ministère de l'éducation du Kenya, le professeur George Godia, dans son discours d'ouverture*

2. À propos du PQIP sur l'éducation à la paix

L'objectif du Pôle de qualité inter-pays (PQIP) de l'ADEA est de rassembler les pays confrontés à des défis similaires et les partenaires stratégiques disposant de l'expertise dans un domaine spécifique afin de promouvoir le dialogue, l'apprentissage collectif et un espace de collaboration. Le premier PQIP mis sur pied a été le PQIP sur l'éducation à la paix. Celui-ci a été conçu lors d'une réunion parallèle des Ministres africains de l'éducation tenue pendant la Consultation mondiale du Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE) en avril 2009 à Istanbul. Le PQIP a ensuite été officiellement lancé lors d'un atelier tenu à Mombasa, au Kenya, les 14-16 septembre 2009, au cours duquel le Kenya a été désigné comme pays chef de file. Le principal résultat de cette réunion a été la signature du Communiqué de Mombasa en 2009 (voir annexe 1) par les Ministres de l'éducation présents.

Depuis sa création en avril 2009, le PQIP sur l'éducation pour la paix a vu un certain nombre de réalisations importantes.

- La première réunion s'est tenue à Mombasa, Kenya, en septembre 2009, au cours de laquelle le PQIP a été officiellement lancé avec dix (10) pays présents.
- Les Ministres de l'éducation (de l'Afrique du Sud, de l'Angola, de la Côte d'Ivoire, du Kenya, de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo (RDC), et du Soudan) se sont engagés à promouvoir la paix à travers leur système éducatif en signant le Communiqué de Mombasa lors de la réunion de lancement.
- La Table ronde sur «L'éducation, la paix et le développement" qui s'est tenue à Kinshasa, République Démocratique du Congo, en juillet 2011 fut une opportunité pour échanger les connaissances entre les PQIP et certains pays non PQIP.
- Quatre grandes études ont été menées par le Secrétariat de l'ADEA au nom du PQIP sur la reconstruction de l'éducation au Kenya, au Libéria, en RDC et au Zimbabwe au cours de la période 2010-2011. Des forums nationaux sont organisés à titre de suivi des études. Le premier forum a eu lieu au Kenya en juillet 2012 et une étude sur l'éducation pour la paix dans les universités kényanes a également été réalisée.
- Une exposition sur le PQIP a été organisée durant la Foire de l'Innovation et de l'Échange lors de la Triennale de l'ADEA à Ouagadougou, au Burkina Faso, en février 2012.
- Une séance parallèle sur les questions liées à la paix a également été conduite pendant la Triennale de Ouagadougou.

À travers les initiatives ci-dessus, le PQIP a permis de relever le profil de la paix, la gestion et la transformation des conflits dans le secteur de l'éducation (gouvernement et partenaires), de renforcer la capacité des décideurs et des exécutants en matière d'éducation pour la paix et de générer des informations (données) sur l'éducation pour la paix.

3. Structure, objectifs et résultats escomptés de l'atelier

Organisé à Naivasha, au Kenya, du 4 au 6 décembre 2012, l'atelier du PQIP sur l'éducation à la paix avait pour objectif de revigorer le PQIP comme un mécanisme d'échange des connaissances et de collaboration entre les Ministères de l'éducation en vue de supporter la prestation d'une éducation à la paix de qualité. De manière générale, les travaux de l'atelier ont compris des exposés de groupe, des séances d'apprentissage technique, des expositions, des débats de groupes et des séances de travail. Cinquante-et-un délégués ont participé à l'événement, y compris quatre Ministres de l'éducation et des représentants des Ministères des douze pays africains suivants : Angola, Botswana, Côte d'Ivoire, Kenya, Libéria, Mozambique, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Tanzanie, et Ouganda. Les délibérations ont eu lieu sur trois jours et se sont axées sur les objectifs suivants:

- Partager l'information sur les activités des pays en vue de promouvoir la paix à travers l'éducation et de créer des synergies avec les initiatives régionales et mondiales qui sont stratégiquement pertinentes;
- Élaborer un Plan d'Action pour le PQIP pour qui les participants éprouvent un sentiment d'appartenance et qui soutient la collaboration, le dialogue et l'échange des connaissances sur une base continue;
- Fournir la voie à un engagement de haut niveau pour promouvoir la paix à travers le secteur de l'éducation par le biais d'un appel à l'action signé (plus tard rebaptisé «Communiqué») par les Ministres participants.

L'atelier a produit ce qui suit:

- Une compréhension des programmes pertinents de pays, y compris leurs lacunes, défis et leçons apprises;
- Un plan d'action pour le PQIP pour l'année 2013 qui fait état de ses activités pour la collaboration, le dialogue et l'échange des connaissances;
- Un Communiqué approuvé et signé par les Ministres de l'éducation participants signalant leur engagement à promouvoir la paix par l'éducation et à soutenir la mise en œuvre du Plan d'action 2013.

4. Attentes des participants

Les participants espéraient que l'atelier rafraîchisse leurs connaissances sur les fondements conceptuels de l'éducation à la paix. Ils espéraient apprendre comment enrichir la conception et la mise en œuvre des programmes dans leur pays respectif. Ils étaient aussi intéressés de discuter comment mesurer et suivre l'apprentissage de l'éducation à la paix et comment cultiver les partenariats nécessaires pour mettre en œuvre des programmes. Ils s'attendaient à élaborer des plans d'action solides pour leur pays respectif et tracer les priorités de travail pour le PQIP sur l'éducation à la paix en 2013.

Aperçu de l'atelier

Jour 1: Atelier technique

1. Introduction

Le premier jour de l'atelier a établi le cadre nécessaire pour mener aux résultats de l'atelier, avec l'élaboration du Plan d'action et du Communiqué du PQIP, en fournissant des informations générales sur l'éducation à la paix, le PQIP en tant que mécanisme de collaboration et sur les expériences liées aux programmes de paix dans les pays participant au PQIP. Le développement du Plan d'action et l'examen du Communiqué, qui s'est déroulé de manière collective au cours de la deuxième journée, se sont appuyés sur un ensemble de connaissances partagées.

Les discussions de la première journée se sont articulées autour de trois grands thèmes. Le premier a examiné la mise en place d'un cadre conceptuel commun pour promouvoir la paix par l'éducation, y compris les concepts de base et les termes liés à l'éducation à la paix. Le deuxième a décrit la mission, les expériences et les possibilités de travail pour le PQIP. Le troisième a permis aux participants d'entendre le feedback de six pays sur le développement et la performance de leurs programmes d'éducation à la paix.

2. Le cadre conceptuel pour promouvoir la paix par l'éducation

Les participants ont écouté et émis des observations à la suite de la présentation sur les approches pour conceptualiser la façon de promouvoir la paix par l'éducation. Les moteurs et dynamiques de conflits doivent être analysés, à savoir comment les systèmes sociaux, économiques et politiques interagissent dans l'escalade des conflits. Il est nécessaire de donner un sens aux interactions qui existent entre le secteur de l'éducation et les conflits. D'une part, les conflits peuvent entraver la fourniture d'une éducation de qualité, inclusive et équitable. D'autre part, les inégalités dans l'accès à l'éducation, les curricula non pertinents ou les systèmes éducatifs mal gérés peuvent alimenter les conflits.

Pour enrichir les composantes politique et programmatique de l'éducation pour promouvoir la paix, une analyse approfondie du secteur doit être conduite. Une telle analyse permettrait d'isoler et d'aborder les facteurs qui nuisent à la qualité et aux résultats de l'éducation et qui exacerbent les dynamiques de la violence et des conflits. Une planification appropriée des politiques viserait à réformer tous les sous-secteurs du système éducatif. Les bonnes politiques devraient favoriser et canaliser la participation de tous les acteurs clés et, notamment celle des communautés.

Pour concevoir l'éducation à la paix, il est nécessaire de regarder au-delà du problème immédiat du curriculum. Une attention particulière devrait être accordée à des questions plus larges telles qu'entre autres: Qui reçoit l'éducation? Quel type d'éducation est fourni? Comment l'éducation est-elle fournie? Comment l'éducation est-elle gérée? Qui/ Qu'est ce qui détermine la qualité de l'éducation? Il serait utile de déterminer comment la société perçoit les avantages de l'éducation. Réfléchir à ces problèmes permettrait d'orienter notre réflexion sur la question de l'adéquation et de la pertinence des politiques et des programmes sectoriels. Ensemble, cultiver les aptitudes pour consolider la paix et renforcer la cohésion sociale sont quelques-uns des objectifs sociaux de l'éducation qui favorise la paix.

“Les formes les plus efficaces de l'éducation pour la paix ont plusieurs facettes et vont au-delà des rencontres interpersonnelles et intergroupes, mais aussi s'attaquent aux causes sous-jacentes et aux inégalités structurelles qui peuvent alimenter les conflits au sein d'une société.” (Smith 2010)

3. Définition des concepts de base

Les participants ont cherché à clarifier certains concepts de base liés à l'éducation à la paix, y compris la "paix", "l'éducation à la paix", "l'éducation pour la paix" et «promotion de la paix par l'éducation». L'éducation à la paix est une question méthodologique ou programmatique car elle porte sur la façon dont un système éducatif peut promouvoir une culture de la paix. L'éducation à la paix est une réponse politique et institutionnelle délibérée aux conflits. Stratégiquement, elle implique la mise en place d'un environnement convivial dans lequel l'apprentissage peut être réalisé. Promouvoir l'éducation à la paix est considéré comme l'utilisation de l'éducation afin de réaliser la paix dans la société: en tant que telle, elle met en évidence les objectifs sociaux de l'éducation à la paix qui prépare les apprenants à acquérir des compétences pour la consolidation de la paix.

L'analyse des significations variées des concepts de base et des termes suggère qu'une définition normalisée n'est pas chose aisée à élaborer. Cet effort serait d'autant plus compliqué que, dans certains contextes nationaux, les engagements envers des idéaux tels que les droits humains et la cohésion sociale pourraient influencer l'objectif de l'éducation à la paix. Un appel a été lancé pour que le PQIP tienne compte des différents points de vue sur l'éducation à la paix. Bien que les gouvernements ont le pouvoir de mettre en contexte la signification des termes de base et de déterminer comment ils sont appliqués, le PQIP pourrait encourager l'élaboration d'une définition commune pour chacun des termes et des significations qui pourrait ensuite être normalisée sur la base de certains points communs dans les approches, des questions abordés et des contextes. Néanmoins, la session a fait ressortir une acceptation commune de la méthodologie, des objectifs et de l'impact de l'éducation à la paix.

En règle générale, le défi de l'éducation à la paix en Afrique est de préparer les apprenants à changer leurs attitudes ou comportements. L'accent devrait être dirigé sur le développement des connaissances, compétences et attitudes au niveau de l'école, tout en impliquant les parents, les comités scolaires et les communautés. Cette approche à plusieurs volets permettrait de renforcer l'éducation à la paix. Pour promouvoir la paix par l'éducation, l'accent doit également être orienté vers la promotion d'un accès équitable aux ressources de développement, y compris une éducation de qualité pour tous.

4. Présentation du PQIP sur l'éducation à la paix

Au cours de cette session, la mission, les réalisations, les défis et les perspectives de travail du PQIP ont été décrits. Le PQIP sur l'éducation à la paix a été conçu lors d'une réunion parallèle des Ministres africains de l'éducation tenue pendant la Consultation mondiale du Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE) en avril 2009 à Istanbul. Le PQIP a ensuite été officiellement lancé lors d'un atelier tenu à Mombasa, au Kenya, les 14-16 septembre 2009, au cours duquel le Kenya a été désigné comme pays chef de file. Travaillant sous l'égide de l'ADEA, le PQIP vise à favoriser le dialogue, encourager l'apprentissage et le partage d'informations et la prise de mesures de collaboration pour promouvoir l'éducation à la paix en Afrique.

Dans le cadre de son objectif sur l'éducation à la paix, le PQIP vise à aider les États à adopter des politiques et des stratégies qui sont appuyées par de solides recherches. Afin de protéger et de faciliter l'éducation à la paix, le PQIP est déterminé à renforcer les capacités des États membres dans un éventail de domaines programmatiques. Le PQIP exécute son mandat sous l'angle de la concertation, tout en reconnaissant que l'objectif de promouvoir la paix par l'éducation est un effort inter-disciplinaire et multi-sectoriel. L'approche de sensibilisation du PQIP vise à diffuser des informations et des preuves sur l'éducation à la paix aux États membres et aux autres parties prenantes, y compris les décideurs politiques. Pour surmonter ses principales préoccupations et difficultés, le PQIP gagnerait à ce que tous les États membres aient un plan d'action et que le PQIP soit renforcé en tant qu'agence de collaboration et des partenariats stratégiques.

5. Échange sur les programmes de pays

La présentation des synthèses de pays a consolidé le feedback reçu de six pays (Côte d'Ivoire, Kenya, Libéria, Ouganda, RDC et Somalie) qui mettent en œuvre des programmes de paix à travers le secteur de l'éducation². Le but de l'exercice était d'examiner l'état des initiatives au niveau des pays et de générer des idées qui pourraient être utiles pour élaborer le Plan d'action pour le PQIP. La session a consisté à partager les expériences, les approches et les défis des pays dans la mise en œuvre des programmes d'éducation à la paix. Les programmes de pays ont été analysés contre les meilleures pratiques mondiales.

a. Intégration de l'éducation à la paix dans les processus de décision et de planification

En dehors de la Somalie, tous les autres pays ont élaboré (ou envisagent de formuler) des politiques sectorielles sur l'éducation à la paix. L'éducation à la paix est aussi intégrée dans la planification du secteur. Dans cette veine, le Kenya a comparativement mieux réussi, avec l'élaboration d'instruments juridiques, politiques et sectoriels, y compris la Constitution de 2010 et la Vision 2030 qui abordent la question de la consolidation de la paix. En effet, le Kenya élabore une politique spécifique sur l'éducation à la paix. En revanche, le Libéria a seulement réussi à intégrer l'éducation à la paix dans sa planification des politiques. Comme le Kenya, la Côte d'Ivoire a ancré l'éducation à la paix dans ses principaux instruments politiques, en l'intégrant dans ses politiques nationales en matière de droits humains et de la citoyenneté. L'Ouganda a réalisé des accomplissements admirables puisque le pays a six politiques qui touchent à l'éducation à la paix. L'Ouganda envisage d'élaborer une stratégie pour l'éducation aux droits humains. En ce qui concerne les bonnes stratégies en vigueur qui traitent directement de la qualité de l'éducation et de la préparation des enseignants, il est important de souligner celle adoptée en RDC en mars 2010.

La volonté ou le soutien politique en faveur de l'éducation à la paix pourrait laisser sous-entendre non seulement que de bonnes politiques et stratégies existent, mais aussi que des ressources suffisantes sont allouées pour soutenir une éducation de qualité. Intégrer l'éducation à la paix au sein du curriculum pourrait augmenter les sources de revenus en faveur de l'éducation à la paix en redirigeant des allocations budgétaires régulières vers le secteur de l'éducation.

Meilleures pratiques mondiales

Les bonnes initiatives d'éducation à la paix devraient être:

- Ancrées dans la politique avec l'engagement des parties prenantes;
- A long terme et durables;
- Holistiques, en incluant les divers sous-thèmes de façon systématique;
- Renforcées davantage chaque année de la scolarité et de préférence dans la société en général;
- Couvrir les dimensions locale, nationale et mondiale;
- Appuyées par la formation initiale et continue des enseignants;
- Développées et maintenues en collaboration avec les communautés locales;
- Évolutives avec un maintien de la qualité;
- Accompagnées de feedback de suivi et d'évaluation;
- Basées sur des accords de collaboration qui assurent l'expertise à plus long terme;
- Accompagnées d'un examen et d'une révision périodique.

Source: *Éducation pour tous: éducation à la citoyenneté mondiale (2012)*

² Rapport de synthèse de pays présenté par Mr. Vick Ikobwa, Bureau régional de l'Afrique de l'est de l'UNESCO et Mme Kerstin Tebbe, Pôle de connaissance panafricain INEE-GIZ

b. Mise en œuvre du programme

Dans tous les pays étudiés, les autorités ont soit élaboré ou mis en œuvre l'éducation à la paix. Les modifications ou réformes du curriculum sont également prévues. Le Kenya, le Libéria et l'Ouganda jouent un rôle de chef de file dans la mise en œuvre de l'éducation à la paix. En Ouganda, l'éducation à la paix est une composante cruciale de l'éducation qui est complètement intégrée dans les programmes de développement de la petite enfance. L'Ouganda envisage de mener son programme d'éducation à la paix jusqu'au niveau supérieur de l'éducation. L'établissement de programmes dans le pays est précédé par l'analyse des conflits. Le Kenya suit l'Ouganda dans l'utilisation de cet instrument important de diagnostic. La pensée ou priorité politique sur l'éducation à la paix au Kenya est similaire à la situation en Ouganda. Au Kenya, les initiatives d'éducation à la paix seront ancrées dans le prochain Programme de soutien au secteur de l'éducation nationale (2013-18). En outre, une politique du secteur de l'éducation spécifique sur l'éducation à la paix est en cours d'élaboration. Le Kenya a fait un pas supplémentaire par rapport à l'Ouganda en mettant en place une campagne sur l'éducation à la paix, qui est une initiative de plaidoyer pour rendre les écoles des zones de paix. Au Libéria, le point fort de l'éducation à la paix est le soutien apporté par les ONG, qui sont une composante essentielle de la réponse multi-sectorielle du pays. Dans l'ensemble, tous les pays ont cherché à intégrer l'éducation à la paix dans leurs programmes scolaires, à plusieurs niveaux d'apprentissage. Les intentions de programmes reflètent les déclarations de politique nationale et les engagements internationaux. Les concepteurs de curriculum ont adapté le contenu et les processus pour doter les apprenants des compétences appropriées et leur inculquer des valeurs et compétences holistiques nécessaires pour consolider la paix. Parmi les pratiques innovantes observées dans les programmes, on note une tendance à des approches d'éducation à la paix fondées sur les preuves. Par exemple, le Kenya a lancé une initiative pour mesurer et suivre les résultats de l'éducation à la paix.

Les pays apprécient aussi la nécessité d'une analyse nationale rigoureuse des conflits pour guider la planification et la programmation.

c. Implication des parties prenantes, partenariats et collaboration

Dans tous les pays, l'éducation à la paix est un effort mis en œuvre par une multitude de parties prenantes et soutenu par un éventail d'acteurs, y compris les organisations internationales, les bailleurs de fonds, les groupes de la société civile et les communautés. Les principaux aspects de cette collaboration peuvent être illustrés par le cas de la Côte d'Ivoire où les ONG ont joué un rôle prépondérant en engageant et sensibilisant les communautés. La participation communautaire au Libéria et en RDC inclut les parents dans les initiatives d'éducation à la paix. L'Ouganda et le Kenya ont des comités interministériels pour faciliter l'implication des parties prenantes. D'un point de vue global, il existe une collaboration entre les Ministères et les partenaires pour élaborer et mettre en œuvre des programmes de promotion de la paix adaptés au contexte.

d. Renforcement des capacités

Dans tous les pays étudiés, les initiatives d'éducation à la paix ont révélé des carences de ressources humaines, financières et un manque de connaissances. Les principales lacunes étaient liées aux salles de classe et au manque de préparation des enseignants (Côte d'Ivoire et Libéria). Un autre domaine important consiste à mobiliser la participation des parties prenantes dans l'éducation à la paix: l'Ouganda, la Somalie et le Kenya sont aux prises avec le défi de coordonner l'effort de collaboration qui est nécessaire. Pourtant, ces trois pays ont des structures aux niveaux national et sous-national pour soutenir l'intégration de l'éducation à la paix. Dans l'ensemble, le besoin de combler les lacunes liées à la compétence des enseignants est une idée de plus en plus largement partagée. On remarque toutefois que la coordination des programmes d'éducation à la paix dans tous les pays s'est accrue.

Certains commentaires formulés lors des discussions plénières ont révélé quelques faiblesses dans le curriculum en Côte d'Ivoire. Au Libéria, l'éducation à la paix n'est pas une matière séparée et fait plutôt partie des sciences humaines. De plus, le Ministère de l'éducation rencontre des difficultés à faire appliquer les directives spécifiques à son contenu. La RDC a travaillé avec des organismes internationaux pour produire des modules de formation. Cependant, la portée de ces efforts de collaboration est modeste puisqu'elle ne concerne que 5% des écoles.

e. Suivi et évaluation

Tous les pays sont à des stades de développement différents en ce qui concerne les dispositifs de suivi et/ou d'évaluation. La RDC et la Somalie sont les pays qui sont particulièrement dépourvus de capacité et où la collecte des données n'est pas encore en place. La Côte d'Ivoire et le Libéria procèdent déjà à la collecte de données. Au Libéria, une unité de suivi et d'évaluation existe. L'Ouganda et le Kenya travaillent à la mise en place d'un système de suivi. Au moment de cet atelier, le Kenya s'est engagé dans un processus d'évaluation et a entamé le développement d'un cadre de mesure et de suivi pour l'éducation à la paix. Les capacités de suivi sont faibles pour cause de la pénurie des ressources. Un autre inconvénient sérieux est le manque de données valides et d'indicateurs fiables. Ces derniers, en effet, doivent tenir compte de critères importants, tels que la qualité, la fiabilité, l'accessibilité et la validité. Un autre aspect du débat fut aussi de savoir comment s'y prendre pour mesurer l'éducation à la paix. L'utilisation de systèmes de substitution, tels que certains l'ont suggéré, devrait être découragée. Cependant, l'utilisation de systèmes de substitution a soulevé le problème de mesurer l'impact de l'éducation à la paix, notamment contrôler les variables.

Dorénavant, les indicateurs devraient être développés en utilisant ou tenant compte des données disponibles. GIZ a publié un document ressource intitulé « *Apprendre à vivre ensemble* »³ qui pourrait être un bon guide de référence pour se familiariser avec les manières de développer le suivi et l'évaluation.

6. Difficultés de mise en œuvre et lacunes en matière de capacités

Comme on pouvait s'y attendre, la plupart des pays sont confrontés à de graves pénuries de ressources. Le manque d'information sur les programmes communautaires a été soulevé. Actuellement, la survie des programmes dépend en grande partie de l'action des bailleurs de fonds. Parmi les autres problèmes mentionnés, notons les lacunes en matière de capacités des enseignants notamment dans l'utilisation de la méthodologie interactive et axée sur les activités qui est nécessaire pour assurer l'efficacité des programmes d'éducation à la paix. L'absence d'une compréhension commune de la terminologie des concepts et des termes clés de l'éducation à la paix constitue aussi un obstacle. Cette situation est à la fois un problème théorique et pratique: elle peut créer de la confusion, par exemple, en différenciant les résultats des méthodes.

Préparer les enseignants et l'environnement d'enseignement pour devenir approprié à l'éducation à la paix est un obstacle majeur. L'Ouganda devra se pencher sur les mauvaises attitudes des enseignants et des apprenants sur l'éducation à la paix. Même dans des pays comme le Kenya, où l'éducation à la paix a relativement évolué, l'intégration et le suivi de l'éducation à la paix demeure un défi. Le Kenya a besoin d'investir davantage pour aligner son programme d'éducation à la paix sur les normes mondiales.

7. Initiatives régionales et mondiales

Neuf représentants des initiatives régionales et globales les plus pertinentes ont participé à l'atelier. Ces initiatives sont prometteuses en vue de l'établissement de partenariats de travail avec le PQIP y compris

³ http://www.ineesite.org/uploads/files/resources/doc_1_Learning_to_Live_Together.pdf

l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), le Réseau africain de campagne pour l'éducation pour tous (ANCEFA), l'Initiative allemande BACKUP - éducation en Afrique (BACKUP), le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), le Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE), le Pôle de connaissance panafricain INEE-GIZ, l'UNESCO, l'UNICEF et le HCR. Ces organisations ont affiché des présentations décrivant leur travail et, lors de l'exposition, les participants ont eu l'opportunité de découvrir leur travail.

Jour 2: Atelier technique

1. Introduction

L'attention de la deuxième journée a porté essentiellement sur la réalisation des résultats de l'atelier, y compris le développement du Plan d'action du PQIP et la validation du Communiqué de l'atelier. La journée a débuté par une séance de formation technique avec une présentation sur un cadre conceptuel pour mesurer et surveiller l'éducation à la paix. Les séances suivantes ont porté sur le développement collectif par tous les participants d'un Plan d'action du PQIP pour 2013. Au cours de la dernière session, les participants ont analysé et révisé le projet de Communiqué afin de le présenter aux Ministres de l'éducation le jour suivant.

2. Mesurer et évaluer l'éducation à la paix: le cas du Kenya⁴

Grâce à l'appui technique de l'UNESCO, le Kenya a conduit une évaluation des progrès de l'EPT au cours de la décennie 2001-2010. Les lacunes identifiées dans la mise en œuvre de l'éducation à la paix sont: confusion conceptuelle dans les définitions de base, tendance à se concentrer sur les apports plutôt que sur les résultats et l'impact, et absence d'un cadre de mesure fiable pour évaluer les résultats de changement de comportement attribuables à l'éducation à la paix. En d'autres termes, il est nécessaire d'élaborer un cadre conceptuel qui permet de guider la façon dont l'éducation à la paix peut être conçue, mesurée et suivie.

Il serait utile pour examiner les politiques de posséder des mesures valides et fiables de l'impact de l'éducation à la paix. Cet inventaire pourrait aider à accumuler les leçons et bonnes pratiques. Il est impératif de savoir quelle est la meilleure façon de mesurer l'éducation à la paix. Etant donné qu'il n'existe aucun cadre mondial ou régional pour mesurer l'éducation à la paix, le Ministère de l'éducation (Kenya) et ses partenaires travaillent à l'élaboration d'un cadre et d'outil de mesure pour le programme d'éducation à la paix du Kenya. Les étapes suivantes seront nécessaires pour construire un tel cadre de mesure et de suivi: i) mener une analyse diagnostique approfondie des données et informations disponibles et utiliser ces connaissances pour développer ou affiner les indicateurs existants, ii) utiliser des informations contenues dans d'autres enquêtes qui recueillent des données sur l'éducation à la paix, par exemple, l'enquête démographique et de santé, iii) élaborer des indicateurs appropriés pour mesurer et suivre l'éducation à la paix. Il est utile de développer des indicateurs sur base des avis des principaux partenaires: les organisations confessionnelles, les Ministères et les organismes communautaires.

L'ADEA a appuyé l'élaboration de ce cadre conceptuel de suivi et de mesure qui représente un outil pouvant être utilisé dans d'autres contextes en Afrique. En ce qui concerne l'étendue et la priorité accordée à l'éducation à la paix, de solides arguments ont été avancés pour que soient initialement mesurés les changements dans le comportement des apprenants avant de ceux des communautés. Il est aussi essentiel de tout d'abord suivre les produits de l'éducation de la paix avant d'évaluer ses résultats. Bien qu'il soit difficile de suivre la paix dans le contexte de la pauvreté, il est crucial d'aborder la pauvreté pour toute réponse d'éducation à la paix.

3. Le développement du Plan d'action du PQIP

⁴Présenté par Mme Mary Kangethe – Ministère de l'éducation du Kenya et Mme S. Venkatraman, UNESCO Nairobi

Le Plan d'action du PQIP est destiné à servir de base pour favoriser l'établissement du PQIP comme une communauté de pratique autour de l'éducation à la paix. Les activités de groupe dans le cadre du Plan d'action ont pour objectif de renforcer le PQIP comme un mécanisme de collaboration par lequel les participants peuvent partager l'information, produire des connaissances, et entreprendre des projets communs qui sont mutuellement bénéfiques à tous les membres. Lors de l'élaboration du Plan d'action, les participants ont pris les mesures suivantes:

- Développé des affiches destinées à présenter les activités des pays en soulignant les principaux *Défis* rencontrés par leur pays, les principaux *Thèmes* et types d'*Activités* pour y remédier;
- Identifié des thèmes et défis transversaux et une activité transversale;
- Identifié et listé les principaux domaines d'intervention du PQIP en 2013, et
- Travaillé en groupes pour développer des activités dans chacun des domaines d'intervention.

Au terme de la première journée, les équipes de pays avaient été invitées à créer une affiche décrivant la situation dans leur pays autour des domaines suivants:

1. Mettre en relief jusqu'à trois *défis* majeurs rencontrés par les initiatives entreprises dans leur pays pour promouvoir la paix par l'éducation et qui pourraient être traités par le PQIP;
2. Indiquer jusqu'à trois *thèmes* d'apprentissage ou d'échange des connaissances que le PQIP pourrait soutenir et;
3. Identifier les *activités* que le PQIP s'engagerait à mener pour relever ces défis et soutenir l'apprentissage et l'échange de connaissances sur ces thèmes.

Les participants ont parcouru la galerie des affiches lors d'une promenade au cours de la deuxième journée et ont identifié les similitudes entre les pays qui pourraient servir de base à des activités de collaboration dans le cadre du Plan d'action du PQIP. Les affiches pays peuvent être consultées en annexe 2.

Après avoir examiné les affiches, les participants ont travaillé en groupes pour identifier les thèmes et défis transversaux ainsi qu'une activité clé. Les réactions des groupes sont synthétisées dans le tableau ci-dessous.

| | |
|-----------------|---|
| Groupe 1 | <p>Thèmes et difficultés</p> <ul style="list-style-type: none"> · Absence de politiques et de plans d'action ainsi que de curricula pour aborder l'éducation à la paix · Ressources d'enseignement et d'apprentissage · Manque de capacités des enseignants pour former sur le sujet; problèmes de financement, de cadres de suivi et d'évaluation, de partenariats et d'opportunités de réseautage <p>Activité</p> <ul style="list-style-type: none"> · PQIP/États membres doivent promouvoir le travail d'équipe, la collaboration et le partenariat |
| Groupe 2 | <p>Thèmes et difficultés</p> <ul style="list-style-type: none"> · Nécessaire de soutenir le Ministère de l'éducation pour élaborer des politiques et plans d'action clairs sur l'éducation à la paix dans les écoles, collèges et universités · Intégrer l'éducation à la paix dans le curriculum, y compris la formation des enseignants pour fournir l'éducation à la paix, la provision du matériel et des autres ressources · Renforcement des capacités aux niveaux de la gestion et de la prestation <p>Activité</p> <ul style="list-style-type: none"> · Mobilisation des ressources financières et techniques |
| Groupe 3 | <p>Thèmes et difficultés</p> <ul style="list-style-type: none"> · Mobilisation des partenaires (ONG et décideurs) pour créer une synergie des actions autour de la paix |

| | |
|-----------------|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> · Collecter des fonds avec le soutien des partenaires · Coordination des actions autour de la paix: plusieurs groupes peuvent entreprendre des activités de la paix; cependant, une meilleure coordination s'impose pour tirer parti des efforts pour nourrir la paix |
| Groupe 4 | <p>Thèmes et difficultés</p> <ul style="list-style-type: none"> · Absence de plans d'action nationaux pour l'éducation à la paix dans de nombreux pays · Nécessité de renforcer la capacité de tous les acteurs pour l'éducation à la paix – les enseignants doivent être re-formés dans ce domaine · L'éducation à la paix n'a pas été intégrée de manière systématique dans le curriculum national <p>Activité</p> <ul style="list-style-type: none"> · Besoin d'une campagne de sensibilisation de manière à ce que les pays puissent donner une priorité à l'éducation à la paix dans leur agenda. Besoin de ressources pour faire face aux défis |
| Groupe 5 | <p>Thèmes et difficultés</p> <p>Il y a un manque dans les domaines suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> · Cadre de politique pour guider la mise en œuvre de l'éducation à la paix · Matériel d'enseignement et d'apprentissage, y compris le développement du curriculum · Préparation des enseignants à aborder les questions d'éducation à la paix · Capacité à mesurer et évaluer les structures d'éducation à la paix <p>Activité</p> <ul style="list-style-type: none"> · Incorporer l'enseignement primaire gratuit · Développer du matériel d'apprentissage, y compris des manuels · Renforcer les partenariats à travers les comités de conseil sur l'éducation à la paix (ces comités peuvent être établis et utilisés au niveau national pour conseiller sur la mise en œuvre de l'éducation à la paix) |

4. Les principaux domaines d'intervention du PQIP en 2013

À partir des difficultés, thèmes et activités que nous avons décrits ci-dessus, les participants ont identifié collectivement les principaux domaines d'intervention sur lesquels le PQIP devraient se pencher en 2013, tels que:

1. **Politique, programmes et plans d'action**
2. **Fourniture de l'éducation à la paix**
3. **Renforcement des capacités**

Des groupes de travail, un pour chacun de ces trois domaines, se sont vus attribuer la tâche de développer des activités spécifiques pour le plan d'action du PQIP 2013. Ces activités comprennent à la fois des activités collectives et des engagements nationaux que les pays membres devraient s'attacher à réaliser. Le Plan d'action complet du PQIP peut être consulté en Annexe 3. En résumé, chacun des trois domaines techniques du Plan d'action a été conçu comme suit:

En ce qui concerne le domaine de *Politique, programmes et plans d'action*, le PQIP s'attèlera collectivement à :

- Soutenir la formulation, développement, préparation et examen des politiques, programmes et plans d'action des pays;
- Actualiser la note conceptuelle du PQIP actuelle pour que les états membres puissent l'utiliser;

- Développer des lignes directrices pour le développement de politiques que les états membres peuvent incorporer dans leur pays respectif;
- Publier un bulletin d'informations en ligne pour partager les questions et activités liées à l'éducation à la paix, à la fois au sein et à l'extérieur de la région, et
- Développer une banque des données des politiques et pratiques.

En ce qui concerne le domaine de *Fourniture de l'éducation à la paix*, les principales tâches à entreprendre concerneront les engagements des États membres à :

- Développer des curricula/syllabi nationaux sur l'éducation à la paix;
- Organiser des activités dans le tronc commun du programme scolaire pour promouvoir la consolidation de la paix et l'atténuation des conflits, par exemple, les débats, la musique, la danse, le théâtre, les sports, les conférences, etc.;
- Adapter le matériel d'enseignement et d'apprentissage et organiser des programmes de formation des enseignants; et
- Identifier les fonctionnaires qui seront tenus responsables de la performance de ces activités.

Pour ce qui est du domaine de *Renforcement des capacités*, le PQIP entreprendra collectivement de:

- Développer des lignes directrices ou des manuels de sensibilisation;
- Valider les manuels au moyen d'une réunion du PQIP qui se tiendra en 2013;
- Diffuser les lignes directrices;
- Développer un plan de mise en œuvre d'ici 2013 à travers des activités de sensibilisation et de larges consultations avec les Ministères de l'éducation dirigeant les efforts;
- Elaborer des outils de suivi et d'évaluation par tous les états membres par le biais des Ministères de l'éducation avec le soutien du pays chef de file du PQIP (par exemple le Kenya); et
- Elaborer une stratégie de coordination.

Deux principales recommandations ont été présentées. Étant donné que les questions relatives au suivi et à l'évaluation font l'objet d'une préoccupation générale, des outils qui puissent être utilisés par tous les États devraient être développés pour collecter les informations qui seraient partagées avec toutes les parties concernées. D'autre part, les Ministères de l'éducation, de concert avec le PQIP, devraient conduire des programmes bien définis de formation des enseignants. Pour déterminer comment intégrer l'éducation à la paix dans le curriculum, l'éducation à la paix devrait être considérée non pas seulement comme une matière séparée mais plutôt comme une matière qui pourrait être infuse dans les syllabi.

Outre les activités liées aux domaines décrits ci-dessus, une importante activité définie lors de l'atelier fut l'établissement d'un Secrétariat dédié au PQIP pour faciliter son travail. Le Secrétariat aurait comme objectif de faciliter toutes les activités établies dans le Plan de travail en conjonction avec les points focaux du PQIP (par exemple, les représentants de chaque Ministère de l'éducation qui se sont engagés à contribuer et participer aux activités du PQIP).

Jour 3: Session ministérielle

1. Introduction

Le troisième jour de l'atelier, les Ministres de l'éducation étaient présents. Les Ministres ou les Ministres assistants/députés de cinq pays, y compris le Botswana, le Kenya, le Libéria, le Mozambique et le Soudan du Sud, ont revu le Plan d'action et ensuite approuvé le Communiqué de Naivasha 2012.

2. Adoption du Plan d'action par les Ministres

Mr. Kiminza du Kenya a parcouru le Plan d'action proposé avec les Ministres. Ces derniers ainsi que les représentants des États membres du PQIP ont exprimé l'avis d'établir certains amendements. Plusieurs amendements ont donc été apportés avec l'accord au préalable de tous les membres avant leur inclusion dans le Plan d'action révisé. Ci-dessous vous trouverez une liste des amendements qui furent incorporés dans le Plan d'action final:

- Identification de points focaux dans chacun des états membres dans le but de permettre la continuité;
- Etablissement d'un calendrier strict pour les activités spécifiques (Domaine d'intervention 2);
- Traduction des documents pertinents dans les différentes langues (arabe, français et portugais) par le Ministère de l'éducation du Kenya;
- Tous les états membres requièrent un programme politique et un plan d'action. Une action est requise et devrait se lire comme suit "Développer des politiques, programmes et plans d'action nationaux pour promouvoir l'éducation à la paix";
- Le bulletin d'informations devrait être publié deux fois par an;
- La recherche et le développement devraient être inclus comme une activité.

Avec les amendements ci-dessus effectués, les Ministres présents ont signé le Plan d'action.

3. Approbation du Communiqué de Naivasha

Les représentants des douze pays africains, y compris cinq Ministres (Assistants/Députés) de l'éducation⁵ ont approuvé le Communiqué de Naivasha. Les pays représentés étaient l'Angola, le Botswana, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Libéria, le Mozambique, l'Ouganda⁶, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud et la Tanzanie.

⁵ Y compris Son Excellence Calist Andrea Mwatela (Kenya), Son Excellence Wilson Henrique (Libéria), Son Excellence Chilundo Arlindo (Mozambique) et Son Excellence Joseph Ukel Abango (Soudan du Sud)

⁶ L'Ouganda a approuvé le document au niveau technique. Le représentant du Ministre s'attachera à obtenir le feedback du Ministre pour voir si elle soutient le Communiqué.

Conclusion et recommandations

Les pays présentent un bilan mitigé dans la réalisation des activités prévues dans le Communiqué de Mombasa de 2009. De manière générale, ils sont parvenus à intégrer admirablement des programmes d'éducation à la paix dans les instruments de politique et certains pays envisagent même l'élaboration de politiques spécifiques sur l'éducation à la paix. Ils ont fait de sérieux efforts pour intégrer l'éducation à la paix dans le curriculum, souvent à plusieurs niveaux de l'apprentissage, avec l'appui de divers partenaires, que ce soit des organismes internationaux ou des organisations communautaires.

En ce qui concerne la mise en œuvre de l'éducation à la paix, un nouveau courant de pensée semble émerger selon lequel l'éducation à la paix ne doit pas être une matière séparée. Au lieu de cela, elle peut être incorporée au sein d'un programme d'apprentissage plus large. Le manque de ressources humaines et financières ainsi que l'absence de connaissances bloquent toutefois désormais les programmes. Le manque d'enseignants suffisamment formés, les préoccupations pédagogiques et la faible capacité en matière de suivi et d'évaluation sont les principaux domaines de préoccupation. Les États membres devront trouver des moyens pertinents pour rendre les programmes moins dépendants du financement extérieur.

Les principaux points suivants ont émergé comme la voie à suivre:

- Les pays participants engagés dans un processus réussi pour solidifier et redynamiser le PQIP comme un mécanisme de collaboration pour aider les pays promeuvent la paix par l'éducation. Les participants ont élaboré un Plan d'action pour le PQIP pour 2013 qui servira de base pour la collaboration et l'action par le PQIP et les États membres.
- Le Plan d'action du PQIP pour 2013 comporte trois principaux domaines thématiques. Chacun de ces domaines - *Politique, programmes et plans d'action; Fourniture de l'éducation à la paix et Renforcement des capacités* - propose des activités spécifiques à remplir par le Secrétariat et les États membres du PQIP. La principale activité nécessitant une attention immédiate sera de créer un Secrétariat au début de 2013.
- Les représentants de douze gouvernements, dont quatre Ministres de l'éducation ont également modifié et approuvé le Communiqué de Naivasha de 2012, signalant leur engagement à promouvoir la paix par l'éducation à l'échelle nationale et régionale. Les Ministres qui se sont faits représenter se voient donner l'opportunité de signer le Communiqué pour indiquer leur engagement.

Annexe 1 - Communiqué de Mombasa (septembre 2009)

PRÉAMBULE:

Les Ministres africains de l'éducation et nos représentants, présents à l'atelier régional du Pôle de qualité inter-pays de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) sur l'éducation pour la paix, qui s'est tenu du 14 au 16 septembre 2009 à Mombasa, au Kenya, sur le thème : Éducation pour la paix : intégration et partenariats ;

Reconnaissant le 21 septembre journée internationale de la paix que tous les pays devraient célébrer ;

Rappelant la Déclaration de Mombasa de 2004, dans laquelle les pays présents se sont engagés à utiliser leurs systèmes éducatifs comme instruments et forces pour la construction de la paix, la prévention et la résolution des conflits, et la construction des nations ;

Constatant que les conflits, l'insécurité et l'instabilité continuent de poser des défis majeurs au développement économique, social et culturel de nombreux pays africains ;

Reconnaissant que sans la paix, il ne peut y avoir de développement humain, social, économique ou spirituel, tant au niveau individuel, qu'au niveau des communautés, des nations et du monde ;

Reconnaissant que les conflits et l'instabilité compromettent à long terme la qualité de l'éducation et la réalisation des objectifs d'éducation pour tous (EPT) et de la Deuxième décennie de l'éducation tout comme les objectifs de développement du millénaire (ODM) ;

Convaincus qu'en l'absence de conflit et de guerre, la paix ne doit pas être considérée comme acquise mais qu'elle doit être développée et entretenue dans les cœurs et les esprits ; Reconnaissant également les efforts considérables déployés par nos pays pour intégrer l'éducation pour la paix dans nos systèmes éducatifs ;

Convenons:

De la nécessité de s'attaquer aux problèmes structurels qui visent à promouvoir la paix durable et la justice en n'oubliant pas de promouvoir les moyens qui aideront les citoyens, les jeunes et les adultes de se libérer des programmations émotionnelles telles que haine et souffrance qui risqueraient d'influencer l'évolution négative de nombreuses générations futures ;

Que nos systèmes éducatifs, comme fondement du développement et instrument pour promouvoir une culture de la paix, devraient : aller au-delà de l'acquisition des connaissances et des compétences et viser la transformation des cœurs et des esprits afin de permettre une vie harmonieuse entre les être humains ; amener les apprenants à considérer la diversité ethnique, religieuse et culturelle de leurs sociétés comme une richesse plutôt que comme un problème ;

D'intégrer cette diversité dans les programmes d'éducation formelle et non-formelle des enfants, des jeunes et des adultes ; d'incorporer dans les programmes une dimension spécifique visant à éradiquer la violence et à promouvoir l'amour entre les individus ;

De formuler et de renforcer nos politiques et stratégies nationales afin d'assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation efficaces des programmes d'éducation pour la paix ;

De renforcer les capacités pour l'éducation pour la paix à tous les niveaux, en accordant une attention spéciale aux éducateurs, aux formateurs, aux spécialistes de développement des curricula, aux personnels de terrain, aux organisations de la société civile, aux notables, aux parents, aux associations de parents d'élèves et aux communautés de manière générale, afin d'habiliter tous les apprenants et faire de chacun d'eux des agents de la paix dans leurs sociétés, tout en accordant une attention particulière aux pays en situation de post-conflit et dans un souci d'inclusion, aux besoins en renforcement des capacités des groupes marginalisés et vulnérables tels que les femmes, les enfants et les personnes avec des besoins spéciaux ;

D'encourager les partenariats stratégiques entre disciplines, entre régions et entre secteurs ainsi que la collaboration avec les décideurs politiques, les leaders de communautés, la société civile, le monde des affaires, et les partenaires au développement pour une meilleure mise en œuvre des initiatives d'éducation pour la paix ;

D'appeler tous les gouvernements africains à assurer le respect de la constitution et l'application des lois relatives aux droits humains, à la protection de la dignité humaine et au respect de la diversité culturelle ;

D'appeler solennellement les gouvernements africains à collaborer avec toutes les parties prenantes, et en particulier avec les media, afin de promouvoir une communication positive qui contribue à la cohésion nationale, et légiférer contre les discours qui incitent à la haine et les propos incendiaires afin de protéger les citoyens, tout en préservant la paix et la stabilité à tout moment ;

Appelons solennellement les gouvernements africains à mettre en place de manière urgente des programmes et stratégies qui génèrent des emplois et des revenus pour les jeunes afin d'éradiquer leur désespoir et leur sentiment de démoralisation ;

D'encourager l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) de continuer à appuyer et à coordonner le Pôle de qualité inter-pays sur l'éducation pour la paix.

Approuvé le 16 septembre 2009

AFRIQUE DU SUD
ANGOLA
COTE D'IVOIRE
KENYA
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
SOUDAN
OUGANDA

Annexe 2 – Affiches pays

Angola

| Catégories | Feedback |
|------------------|--|
| <i>Défis</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Créer un plan d'action national pour la paix dans le secteur de l'éducation · Garantir l'efficacité dans le secteur de l'éducation · Élever le niveau de la scolarité pour les groupes vulnérables |
| <i>Thèmes</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Élaborer un plan d'éducation pour la paix · Dans les plans nationaux, il doit y avoir un suivi et une évaluation du PQIP · Comment identifier les principaux domaines de conflit |
| <i>Activités</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Créer un mécanisme opérationnel entre les états membres du PQIP · Renforcer le système d'évaluation des apprentissages |

Botswana

| Catégories | Feedback |
|------------------|--|
| <i>Défis</i> | <ul style="list-style-type: none"> · «Le syndicalisme» - Il semble que les syndicats ont tendance à faire dérailler les enseignants de leur co-entreprise. En raison de fréquentes grèves des enseignants, la qualité de l'éducation est en baisse constante |
| <i>Thèmes</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Aucune information |
| <i>Activités</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Développement des plans et des politiques qui seront surveillés, évalués et révisés périodiquement · Inclure l'éducation à la paix dans les programmes scolaires (aux niveaux primaire et secondaire) · Développer du matériel approprié et adéquat pour les apprenants et les enseignants |

Côte d'Ivoire

| Catégories | Feedback |
|------------------|---|
| <i>Défis</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Créer une synergie d'actions avec les acteurs du terrain, les parents d'élèves, les ONG et impliquer les décideurs · Rechercher des financements pour la mise en œuvre de la politique relative aux notions de paix · Évaluer les progrès accomplis par le processus lié à la paix |
| <i>Thèmes</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Procéder à une large diffusion des résolutions de cet atelier au niveau du cabinet du Ministre de l'éducation, des structures centrales, des établissements, des parents d'élèves et des ONG · Élaborer des outils de suivi et d'évaluation de l'impact de l'éducation à la paix · Instituer un concours de l'établissement le plus pacifique de l'année en cours en vue de débarrasser le milieu scolaire de la violence |
| <i>Activités</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Rendre le plan d'action issu de l'atelier contraignant/ obligatoire pour les membres du PQIP afin d'amener nos décideurs à mieux s'impliquer dans la mise en œuvre des programmes de paix · Élaborer périodiquement le bilan des activités et partager les informations entre les pays membres du PQIP · Soutenir les pays membres dans le financement de leurs activités |

République démocratique du Congo

| Catégories | Feedback |
|------------------|---|
| <i>Défis</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Actions de plaidoyer en direction des politiques pour un consensus sur les questions liées à la paix · Campagnes de sensibilisation et de mobilisation sur les acquis de la paix par l'utilisation des médias · Mobilisation des ressources pour la consolidation d'une paix durable |
| <i>Thèmes</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Éducation à la paix · Réconciliation et intégration des groupes et des communautés en conflit |
| <i>Activités</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Appuyer la collecte et l'analyse des données sur les informations fiables contribuant à la consolidation de la paix entre les parties en conflit · Élaborer des outils de formation des enseignants et des apprenants · Accompagner le processus d'évaluation des acquis liés à la paix |

Kenya

| Catégories | Feedback |
|------------------|---|
| <i>Défis</i> | <ul style="list-style-type: none"> · L'éducation à la paix n'est pas intégrée à tous les niveaux du curriculum · Lacunes en matière de capacité chez les enseignants dans la prestation de l'éducation à la paix dans les classes · L'accent est mis sur les matières académiques au détriment des sujets fondés sur les valeurs, par exemple l'éducation à la paix · Lacunes en matière de capacité au sein des comités de gestion des écoles et chez les responsables de l'éducation conduisant à des mécanismes faibles de suivi, d'évaluation et de reporting · Lacunes en matière de capacité dans les interventions psychosociales |
| <i>Thèmes</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Intégration de l'éducation à la paix dans le curriculum · Renforcement des capacités et formation · Collaboration / Liens |
| <i>Activités</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Réunions techniques régulières · Forums en ligne afin de partager et d'échanger des informations · Lettres d'information · Recherche pour résoudre les problèmes en éducation à la paix |

Libéria

| Catégories | Feedback |
|------------------|---|
| <i>Défis</i> | <ul style="list-style-type: none"> · 47% des enseignants libériens ne sont pas formés · Faible transition des filles du niveau de l'école primaire à l'école secondaire de premier cycle · Mise en œuvre du manuel sur l'éducation à la paix |
| <i>Thèmes</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Formation des enseignants non qualifiés dans le système scolaire libérien · Augmenter la rétention et l'achèvement des filles à l'école primaire · Encourager l'enseignement de l'éducation à la paix |
| <i>Activités</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Identifier le(s) partenaire(s) pour aborder la question des enseignants non formés · Mener des recherches sur la rétention et l'achèvement des filles à l'école primaire · Développer des manuels sur l'éducation à la paix |

Mozambique

| Catégories | Feedback |
|------------------|--|
| <i>Défis</i> | <p>Il y a 10 défis - maintenant abordant les trois suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> · Inculquer une culture de la paix, les droits de l'homme et la démocratie · Égalité des sexes · Santé de la reproduction (éducation sexuelle, VIH/SIDA, MST), nutrition, etc. |
| <i>Thèmes</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Échange des idées, d'expériences et débats sur la consolidation de la paix · Travailler avec des partenaires pour mettre en place une stratégie avec les parties intéressées · Promouvoir l'éducation à la paix à travers la diffusion de la communication |
| <i>Activités</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Promotion des idées et des expériences · Diffuser l'information sur l'ADEA |

Somalie

| Catégories | Feedback |
|------------------|---|
| <i>Défis</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Diversité du curriculum enseigné dans les écoles par des prestataires d'éducation privés et méconnaissance des mécanismes de promotion de la paix par l'éducation · Manque de soutien financier et technique pour améliorer la capacité des décideurs, des enseignants et des communautés en matière de programmes de consolidation de la paix · Inégalité de l'accès à l'éducation |
| <i>Thèmes</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Améliorer l'équité dans l'éducation · Créer une communauté de collaboration dans les activités de consolidation de la paix · Renforcer les capacités pour l'éducation à la paix à partir du niveau de l'école jusqu'au niveau national |
| <i>Activités</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Aider à former une organisation scolaire pour bâtir la confiance et la coopération et souligner l'importance de la consolidation de la paix par l'éducation · Aider à intégrer la politique d'éducation nationale de l'enseignement primaire gratuit et de l'enseignement subventionné accéléré et inclure le théâtre et les programmes pastoraux dans le curriculum · Contribuer au renforcement des capacités de tous les décideurs politiques, des responsables de l'éducation, des principaux acteurs et des communautés dans la promotion de la paix par l'éducation |

South Soudan

| Thèmes | Défis | Activités |
|---|--|--|
| <i>Stratégie</i> | Stratégie nationale | <ul style="list-style-type: none"> · Développement de la consultation stratégique · Impression · Diffusion |
| <i>Curriculum & Syllabus & Ressources d'apprentissage</i> | Curriculum/Syllabus/Ressources d'apprentissage | <ul style="list-style-type: none"> · Développement du curriculum · Rédaction du syllabus · Développement des manuels scolaires et d'autres ressources d'apprentissage |
| <i>Renforcement des capacités</i> | Renforcement des capacités | <ul style="list-style-type: none"> · Formation des enseignants, des chefs et des autres acteurs · Collecte de fonds · Développement des guides de l'enseignant · Renforcement de la capacité des autres institutions, par exemple, les chaînes de télévision et de radio · Mise en place des mécanismes de coordination |

Soudan

| Catégories | Feedback |
|------------------|---|
| <i>Défis</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Pas de fonds pour le matériel et les manuels scolaires, la formation des enseignants, l'élaboration du curriculum · Curriculum (primaire, secondaire, universitaire) ne contient pas le composant éducation à la paix · Amour pour le travail manuel doit être accentué - notre religion dit qu'il faut travailler avec nos mains · Possibilités d'éducation et de formation pour les enseignants et les étudiants |
| <i>Thèmes</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Éducation à la paix pour réduire la pauvreté - un pays pacifique attire les investissements et donc le développement · Cours sur les compétences de vie pour les jeunes · Formation continue dans les établissements techniques · Partenaires au développement, par exemple DDR, UNESCO, UNIVOC afin de continuer à aider le Soudan à améliorer l'éducation - technique, éducation des adultes et éducation des filles |
| <i>Activités</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Construction d'écoles · Formation des enseignants |

Tanzanie

| Catégories | Feedback |
|------------------|--|
| <i>Défis</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Manque de ressources pour examiner les structures de gestion de la violence dans les écoles primaires et secondaires, les collèges, les institutions et les universités · Manque de structures et d'indicateurs propres de suivi et d'évaluation pour lutter contre la violence dans les écoles, collèges, institutions, universités, et grèves des travailleurs du secteur de l'éducation · Formation inadéquate / non mis à jour pour les élèves et conseillers des écoles, collèges, institutions et universités |
| <i>Thèmes</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Soutenir les ministères de l'éducation pour développer des énoncés de politique clairs sur l'inclusion de la paix dans le curriculum et les activités extrascolaires des écoles, collèges, institutions · Lutte contre la violence dans le secteur de l'éducation grâce à la participation des parties prenantes, par exemple, les comités et comité de direction scolaires, les organisations confessionnelles, les ONG, les organisations communautaires et les politiciens · Donner aux jeunes les moyens de gérer et combattre la violence dans les écoles, collèges, institutions et universités |
| <i>Activités</i> | <ul style="list-style-type: none"> · Soutenir le développement d'un programme pour lutte/ stopper la violence dans les écoles, collèges, institutions, universités · Former les conseillers des écoles, collèges/institutions et universités afin de pouvoir lutter /stopper la violence · Appuyer l'organisation de forums pour les décideurs, acteurs non gouvernementaux, ONG, organisations communautaires, organisations confessionnelles et partis politiques pour développer des indicateurs de la paix, y compris le suivi et l'évaluation · Aider les pays à gérer les défis découlant de la diversité qui menacent le secteur de l'éducation et la paix nationale · Appuyer les ministères de l'éducation à mettre en place un bureau chargé de la paix qui est bien équipé pour fonctionner · Soutenir une campagne multimédia sur la paix · Soutenir des forums interministériels sur la paix dans l'éducation/ l'éducation à la paix |

Ouganda

| <u>Catégories</u> | <u>Feedback</u> |
|--------------------|---|
| <i>Difficultés</i> | <ul style="list-style-type: none">· Absence d'un plan d'action du secteur de l'éducation sur l'éducation à la paix· Faible connaissance sur l'éducation à la paix par les parties prenantes du secteur et manque de compétences appropriées pour l'orientation des enseignants, des formateurs et des tuteurs sur l'éducation à la paix· Manque de formation appropriée et de matériel d'apprentissage pour l'éducation à la paix |
| <i>Thèmes</i> | <ul style="list-style-type: none">· Consolidation de la paix, gestion des conflits et éducation de la cohésion sociale· Droits de l'homme, citoyenneté, développement durable et démocratie· Santé et éducation aux compétences de la vie |
| <i>Activités</i> | <ul style="list-style-type: none">· Recherche· Mobilisation des ressources humaines, financiers et techniques· Initier/ soutenir les efforts de plaidoyer aux niveaux national et régional |

Annexe 3 – Programme de l’atelier

MARDI 4 DÉCEMBRE

| JOUR 1 | ATELIER TECHNIQUE | |
|----------------|-------------------|---------------------|
| <i>Horaire</i> | <i>Séance</i> | <i>Présentateur</i> |

| | | |
|-------------|---|--|
| 8:30-9:00 | <i>Inscription</i> | |
| 9:00-10:00 | 1. Accueil officiel Prière Représentations musicales sur le thème de la paix Présentations Allocation par le Représentant de l'ADEA Allocation par BACKUP Éducation | Mr. Onesmus Kiminza |
| 10:00-11:00 | 2. Ouverture Présentation en profondeur des participants Allocation par le Ministère de l'éducation du Kenya (raison d'être, but et objectifs de l'atelier) Adoption du programme de l'atelier Annonces | Facilitateur Charles Mwaniki, Ministère de l'éducation du Kenya |
| 11:00-11:30 | <i>Pause</i> | |
| 11:30-13:00 | 3. Un cadre conceptuel pour promouvoir la paix par l'éducation Réflexion et débat interactifs en vue de développer une compréhension commune et partagée | Kerstin Tebbe, Pôle de connaissance panafricain INEE-GIZ |
| 13:00-14:00 | <i>Déjeuner</i> | |
| 14:00-14:45 | 4. Présentation du PQIP sur l'éducation pour la paix Aperçu de l'établissement et des activités réalisées à ce jour du PQIP | Mary Kan'gethe, Ministère de l'éducation du Kenya |
| 14:45-16:15 | 5. Partage des informations sur les Programmes de pays Présentation de la synthèse des Programmes de pays Réflexion et discussion Les participants se verront assigner la tâche de développer une affiche pour la galerie d'exposition du Jour 2 | Vick Ikobwa, Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est, et Kerstin Tebbe, Pôle de connaissance panafricain de INEE-GIZ |
| 16:15-16:45 | <i>Pause</i> | |
| 16:45-18:00 | 6. Partage des informations sur les initiatives régionales et mondiales Brefs exposés des invités sur certaines initiatives régionales et mondiales | Facilitateur |
| 18:00-18:30 | 7. Synthèse et clôture du Jour 1 | Facilitateur |
| 18:30-20:00 | Cocktail | |

MERCREDI 5 DÉCEMBRE

| | | |
|---------------|--------------------------|--|
| JOUR 2 | ATELIER TECHNIQUE | |
|---------------|--------------------------|--|

| Horaire | Séance | Présentateur |
|----------------|--|---|
| 8:30-9:00 | 8. Ouverture du Jour 2 et rappel du Jour 1 | Facilitateur et Vick Ikobwa, Bureau multi-sectoriel de l'UNESCO à Nairobi |
| 9:00-9:45 | 9. Séance d'apprentissage technique – Mesure et Suivi Présentation et discussion en plénière | Mary Kang'ethe, Ministère de l'éducation et Venkatraman Subramaniam, Bureau multi-sectoriel de l'UNESCO à Nairobi |
| 9:45-10:15 | 10. Introduction au développement du Plan d'Action Examen des étapes à suivre pour élaborer le Plan d'Action du PQIP pour 2013 et organiser la réunion ministérielle du Jour 3 | Facilitateur et Kerstin Tebbe, Pôle de connaissance panafricain de INEE-GIZ |
| 10:15-11:15 | 11. Galerie d'exposition Examen des affiches des programmes de pays et des initiatives régionales/ mondiales <i>Pause</i> | Facilitateur |
| 11:15-12:15 | 12. Galerie d'exposition – Rapport en plénière Séance plénière sur la galerie d'exposition et partage des réflexions sur les défis, thèmes et types d'activité émanant des affiches Dresser la liste des principaux domaines (défis et thèmes) à intégrer dans le Plan d'Action | Facilitateur |
| 12:15-13:15 | <i>Déjeuner</i> | |
| 13:15-15:15 | 13. Voies à suivre/recommandations – Groupes de discussion Les groupes développeront des idées pour les activités du Plan d'Action du PQIP basées sur les principaux thèmes et besoins identifiés | Facilitateur |
| 15:15-15:45 | <i>Pause</i> | |
| 15:45-17:15 | 14. Voies à suivre/recommandations – Rapport en plénière Partage des activités proposées par les groupes Compilation des activités au sein d'un Plan d'Action et discussion pour raffiner les activités | Facilitateur |
| 17:15-18:00 | 15. Résumé et préparation pour la session ministérielle Examen des réalisations, présentation de l'Appel à l'Action et des plans pour la séance ministérielle du Jour 3 | Facilitateur |

JEUDI 6 DÉCEMBRE

| JOUR 3 | EXAMEN MINISTÉRIEL | |
|----------------|---|---|
| <i>Horaire</i> | <i>Séance</i> | <i>Présentateur</i> |
| 9:30-10:00 | Ouverture officielle et mot de bienvenue Présentations Allocution d'ouverture du Ministre de l'éducation du Kenya | Mr. Onesmus Kiminza L'Honorable Ministre de l'éducation du Kenya |
| 10:00-10:45 | Présentation de l'Appel à l'Action pour la promotion de la paix par l'éducation Présentation du projet d'Appel à l'Action Discussion et réponses des Ministres | Mr. Onesmus Kiminza |
| 10:45-11:00 | Cérémonie de signature Les Ministres signent officiellement l'Appel à l'Action | Ministre/ Facilitateur |
| 11:00-11:30 | <i>Pause</i> | |
| 11:30-12:00 | Briefing: Résumé du Plan d'Action du PQIP Présentation des travaux des ateliers techniques et du Plan d'Action régional du PQIP | Ministre/ Facilitateur |
| 12:00-13:00 | Réponse à l'atelier technique et au Plan d'Action du PQIP Discussion et réponses des Ministres | Ministre/ Facilitateur |
| 13:00-13:30 | Clôture officielle Remerciements Représentation musicale | Ministre/ Facilitateur |
| (Soirée) | Dîner pour les Ministres Dîner de clôture officiel pour tous les participants, convié par le Ministre de l'éducation du Kenya | |

Annexe 4 – Plan d’action 2013 du PQIP

| Domaine d’intervention 1: Politique, programme et plan d’action | | | |
|---|---|--|---|
| Activités | Responsable | Calendrier | Ressources |
| <p>Établir un Secrétariat spécial dédié au PQIP sur l’éducation pour la paix</p> <ul style="list-style-type: none"> - Élaborer une proposition pour l’opérationnalisation du Secrétariat (y compris les coûts proposés, les ressources nécessaires) - Formuler la structure organisationnelle, y compris l’identification et l’officialisation des points focaux pour chaque pays du PQIP - Mettre en place des structures de traduction et une collaboration entre les langues des pays membres (anglais, arabe, français, portugais) - Mobiliser les ressources financières et garantir des accords d’accueil - Rédiger des descriptions de poste et recruter le personnel | Kenya (en tant que Secrétariat provisoire), en consultation avec les autres membres du PQIP | <p>Fin du mois de février 2013</p> <p>En continu, terme: fin 2013</p> <p>En continu, terme: fin 2013</p> <p>En continu, terme: fin 2013</p> <p>En continu, terme: fin 2013</p> | <p>A décrire dans la proposition du Secrétariat</p> <p>Kenya fournira des ressources pour la traduction</p> |
| Mettre à jour la note conceptuelle actuelle du PQIP sur l’éducation pour la paix, destinée à l’usage des pays membres | Secrétariat du PQIP, en collaboration avec les membres du PQIP | Fin du mois d’avril 2013 | |
| Développer des lignes directrices du PQIP pour l’élaboration de politiques sur l’éducation pour la paix | Secrétariat du PQIP, en collaboration avec les membres du PQIP | Fin du mois de juin 2013 | |
| Développer un bulletin d’informations électronique, un des éléments étant d’échanger sur l’élaboration des politiques sur les programmes d’éducation pour la paix | Secrétariat du PQIP, en collaboration avec l’ADEA | Juin 2013 (première édition) | |
| Assurer le développement et la | | | |

| | | | |
|--|---|-----------------------------------|--|
| diffusion du bulletin tous les 6 mois | | | |
| Créer une banque de données des politiques et pratiques pour établir un centre d'informations sur les ressources, politiques, plans d'action, projets, etc. - Élaborer des dispositions pour le partage entre les langues | Secrétariat du PQIP, en collaboration avec les membres du PQIP Secrétariat du PQIP | Juin 2013 En continu | |
| Maintenir la base de données | | | |
| Convoquer une rencontre de haut niveau [c'est-à-dire Ministres, secrétaires permanents, etc.] et deux réunions techniques (pour examiner les activités, élaborer un rapport pour la rencontre de haut niveau) | Secrétariat du PQIP, en collaboration avec les membres du PQIP | Jusqu'à la fin de 2013 | |
| Formuler, développer et examiner les politiques, les programmes et plans d'action qui incluent l'éducation pour la paix | Ministères de l'éducation États membres du PQIP | Jusqu'à la fin de 2013 et au-delà | |

| Domaine d'intervention 2: Prestation de l'éducation pour la paix | | | |
|--|--|-----------------------------------|---|
| Activités | Responsable | Calendrier | Ressources |
| 1) Élaborer un programme scolaire national d'éducation pour la paix (en adaptant le cadre des programmes scolaires disponibles des États membres et en examinant les programmes existants afin d'améliorer/intégrer l'éducation pour la paix) - Sensible à la diversité | Ministères de l'éducation, États membres du PQIP | Jusqu'à la fin de 2013 et au-delà | Technique, finances, plaidoyer en faveur de la collecte de fonds, e-groupes, bulletin d'informations, ateliers /conférences |
| 2) Élaborer un programme national de syllabus d'éducation pour la paix - Intégré dans les matières - Sensible à la diversité des pays | Ministères de l'éducation, États membres du PQIP | Jusqu'à la fin de 2013 et au-delà | (comme ci-dessus) |
| 3) Conduire des formations pour les enseignants, en particulier en se concentrant sur l'éducation pour la paix | Ministères de l'éducation, États membres du PQIP | Jusqu'à la fin de 2013 et au-delà | (comme ci-dessus) |
| 4) Conduire des formations pour les enseignants, en particulier en se concentrant sur l'éducation pour la paix | Ministères de l'éducation, États membres du PQIP | Jusqu'à la fin de 2013 et au-delà | (comme ci-dessus) |

| | | | |
|--|--|-----------------------------------|-------------------|
| 5) Organiser des activités périscolaires pour promouvoir l'édification de la paix et l'atténuation des conflits (par exemple, par le débat, les sports, les conférences, les événements commémoratifs, etc.) | Ministères de l'éducation, États membres du PQIP | Jusqu'à la fin de 2013 et au-delà | (comme ci-dessus) |
|--|--|-----------------------------------|-------------------|

| Domaine d'intervention 3: Renforcer les capacités par le plaidoyer | | | |
|--|---|---------------------|--|
| Activités | Responsable/ | Calendrier/ | Ressources |
| 1) Développer des Termes de référence (TOR) | Pays chef de file du PQIP, en consultation avec les membres du PQIP | D'ici janvier 2013 | Expert technique |
| 2) Élaborer des lignes directrices/ manuels de sensibilisation - Sensibilisation des enseignants et des dirigeants/ responsables politiques (éducation et non éducation) | Membres du PQIP | D'ici juin 2013 | Expert technique; finance à déterminer |
| 3) Validation des lignes directrices élaborées | Membres du PQIP lors de rencontres en face-à-face | D'ici août 2013 | Expert technique; finance à déterminer |
| 4) Diffuser les lignes directrices | Membres du PQIP | D'ici octobre 2013 | Finance à déterminer |
| 5) Élaborer le plan de mise en œuvre | Membres du PQIP | D'ici décembre 2013 | Finance à déterminer |
| 6) Mettre en œuvre le plan élaboré - Sensibilisation et conscientisation, y compris: émission de radio/ presse écrite ; campagnes; processus de consultation/ réunions; dépliants ; magazines - Formation des enseignants à l'éducation pour la paix – à la fois la formation initiale et continue | Ministères de l'éducation, états membres du PQIP | D'ici juin 2014 | Finance; ressources humaines |
| 7) Élaborer des outils de suivi et d'évaluation | Ministères de l'éducation, avec l'appui du PQIP | D'ici juin 2014 | Finance à déterminer par un consultant |
| 8) Développer une stratégie de coordination – établir un Secrétariat du PQIP | Secrétariat du PQIP | D'ici décembre 2013 | Finance à déterminer par un consultant |

Annexe 5 – Communiqué de Naivasha

PRÉAMBULE

Nous, Ministres de l'éducation des pays membres du Pôle de qualité inter-pays (PQIP) sur l'éducation pour la paix, de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) :

Nous étant réunis à Naivasha, au Kenya, le 6 décembre 2012, pour participer à un atelier international, organisé par le Ministère de l'éducation du Kenya qui est le pays chef de file du PQIP ;

Appréciant le leadership et l'accueil offert par le gouvernement du Kenya et appuyé par les principaux partenaires de développement ;

Reconnaissant que les conflits violents entravent la réalisation des objectifs de l'Éducation pour Tous (EPT) et des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans de nombreux pays africains ;

Soulignant que tous les efforts doivent dès lors viser à garantir que les systèmes éducatifs soient bien équipés pour offrir une éducation de qualité qui favorise la paix et contribue au développement socio-économique qui aide à garantir la stabilité régionale ;

Partageant la vision de l'Union africaine sur l'éducation comme le moyen principal de parvenir à une Afrique intégrée, pacifique et prospère, telle que convenue dans le plan d'action de la Seconde Décennie de l'éducation pour l'Afrique (2006-2015) ;

Considérant l'éducation comme un vecteur pour la promotion de la non-violence, l'édification de la nation, la cohésion sociale et les valeurs positives dans nos sociétés ;

Reconnaissant le rôle joué par le PQIP sur l'éducation pour la paix en tant que mécanisme pour rassembler les pays africains confrontés à des défis similaires et les partenaires stratégiques afin de promouvoir le dialogue, l'apprentissage collectif et un espace de collaboration pour l'édification de la paix par l'éducation ;

Reconnaissant que des progrès considérables ont été réalisés depuis le lancement du PQIP sur l'éducation pour la paix en septembre 2009, lorsque le Communiqué de Mombasa a été signé ;

Appréciant l'appui fourni par le Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement de l'Allemagne (BMZ), l'initiative allemande BACKUP - éducation en Afrique, le Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE) à travers le Pôle de connaissance panafricain INEE-GIZ, l'Association pour le développement en Afrique (ADEA) et l'UNESCO, que nous exhortons à poursuivre leur soutien à l'éducation à la paix en Afrique, et

Nous engageons à renforcer le rôle de l'éducation dans l'édification de la paix à travers les actions concertées et les engagements ci-après,

CONVENONS DE :

Réaffirmer notre engagement au Communiqué de Mombasa convenu en septembre 2009 ;

Accélérer la mise en œuvre du Plan d'Action du PQIP développé à Naivasha entre le 4 et le 6 décembre 2012 ;

Promouvoir la collaboration et les partenariats pour opérationnaliser le Plan d'Action du PQIP ;

Revitaliser le PQIP en tant que mécanisme actif d'échange des connaissances et de collaboration entre les Ministères africains de l'éducation, ainsi qu'un forum pour le plaidoyer sur le rôle de l'éducation comme un moyen pour édifier la paix et prévenir les conflits ; et

Renforcer le PQIP comme une plate-forme fonctionnelle et inclusive à travers laquelle une communauté de pratique est encouragée pour promouvoir la paix par l'éducation.

Approuvé le 6 décembre 2012, Naivasha, Kenya

Angola, Botswana, Côte d'Ivoire, Kenya, Libéria, Mozambique, Ouganda, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan du Sud, Soudan et Tanzanie

Annexe 6 – Liste des participants

| NO | NOM | ORGANISATION | PAYS |
|----|-------------------------------|---|--|
| 1 | Fortuna De Matos Caingona | Ministère de l'éducation | Angola |
| 2 | Rita Francisco Manuel | Ministère de l'éducation | Angola |
| 3 | Fraser Tlhoiwe | Ministère de l'éducation et du développement des compétences | Botswana |
| 4 | Bagadzikanyi Rauwe | Conférence nationale des directeurs d'écoles primaire | Botswana |
| 5 | Dineo Bosa Modimakwane | Ministère de l'éducation | Botswana |
| 6 | Jikiza Morley Jakes Mapete | Conférence nationale des directeurs d'écoles primaire (Ministère de l'éducation) | Botswana |
| 7 | Josepine Assen Kouame | Ministère de l'éducation nationale | Côte D'Ivoire |
| 8 | Allou Bruno | Ministère de l'éducation nationale | Côte D'Ivoire |
| 9 | Valentin Ngandu | Ministère de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel | République démocratique du Congo |
| 10 | Anne Marie Nzumba | Ministère de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel | République démocratique du Congo |
| 11 | Henrique Wilson | Ministère de l'éducation | Libéria |
| 12 | Josephine Travers Porte | Ministère de l'éducation | Libéria |
| 13 | Quayeson Cherbutue | Ministère de l'éducation | Libéria |
| 14 | Mutula Kilonzo | Ministère de l'éducation | Kenya |
| 15 | Mary Kang'ethe | Ministère de l'éducation | Kenya |
| 16 | Charles Mwaniki | Ministère de l'éducation | Kenya |
| 17 | Noor Aden | Ministère de l'éducation | Kenya |
| 18 | Kiminza Onesmus | Ministère de l'éducation | Kenya |
| 19 | Joel Ongoto | Commission nationale kenyane pour l'UNESCO | Kenya |
| 20 | Chilundo Arlindo | Ministère de l'éducation et de la culture | Mozambique |
| 21 | Mungoi Dinis | Ministère de l'éducation et de la culture | Mozambique |
| 22 | Sambo Judite Alfredo | Ministère de l'éducation et de la culture | Mozambique |
| 23 | Muse Hayd | Ministère de l'éducation, de la culture et de l'éducation supérieure | Somalie |
| 24 | Mohamud Ahmed Rage | Ministère de l'éducation | Somalie |
| 25 | Joseph Ukel Abango | Ministère de l'éducation | Soudan du sud |
| 26 | Kuol Atem Bol | Ministère de l'éducation | Soudan du sud |
| 27 | Deng Yai | Ministère de l'éducation générale | Soudan du sud |
| 28 | Amna Nabag | Ministère de l'éducation | Soudan |

| | | | |
|----|--------------------------|---|-----------|
| 29 | Grace Naburi | Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle | Tanzanie |
| 30 | Augustine Omare-Okurut | Commission nationale ougandaise pour l'UNESCO | Ouganda |
| 31 | George Opiro | Ministère de l'éducation et des sports | OUGanda |
| 32 | Bodo Shem | ADEA | Zimbabwe |
| 33 | Boaz Waruku | ANCEFA | Kenya |
| 34 | Ronja Hoelzer | BACKUP éducation, GIZ | Allemagne |
| 35 | Caroline Schmidt | BACKUP éducation, GIZ | Allemagne |
| 36 | Renu Jain | Partenariat mondial pour l'éducation | USA |
| 37 | Marie Lucia Torres Uribe | INEE | France |
| 38 | Andreia Soares | INEE | Portugal |
| 39 | Jane Kimbwarata | INEE-GIZ Pôle de connaissance panafricain | Kenya |
| 40 | Kerstin Tebbe | INEE-GIZ Pôle de connaissance panafricain | Kenya |
| 41 | Jane Kalista | INEE-GIZ Pôle de connaissance panafricain | Tunisie |
| 42 | Jun Morohashi | UNESCO | France |
| 43 | Vick Ikobwa | Bureau multi-sectoriel de l'UNESCO à Nairobi | Kenya |
| 44 | Venkatraman Subramaniam | Bureau multi-sectoriel de l'UNESCO à Nairobi | Kenya |
| 45 | Joanina Karugaba | UNHCR | Kenya |
| 46 | Benoit D'Ansembourg | UNICEF | Kenya |
| 47 | Grace Kariuki | Ministère de l'éducation | Kenya |
| 48 | Mercy Njau | Ministère de l'éducation | Kenya |
| 49 | Teresia Yulu | Ministère de l'éducation | Kenya |
| 50 | Mildred Mwanzi | Commission nationale kenyane pour l'UNESCO | Kenya |
| 51 | Anna Obura | Indépendante | Kenya |

Impression

Editeur:

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Pôle de connaissance panafricain
a/s Bureau international IRC – Nairobi
P.O. Box 62727-00200
Nairobi, KENYA
T +254 733 273 148
+254 755 563 854
E konwledgehub@ineesite.org
I www.ineesite.org/knowledgehub

Février 2013